

Notes du mont Royal

www.notesdumontroyal.com

Cette œuvre est hébergée sur «*Notes du mont Royal*» dans le cadre d'un exposé gratuit sur la littérature.

SOURCE DES IMAGES
Journal «*Le Monde*»

Une initiative de M. Mitterrand La France annule le tiers de la dette des pays pauvres

Surenchère

A défaut de pouvoir prendre des initiatives économiques crédibles, à l'approche de l'élection présidentielle américaine, les grands pays industrialisés se livrent, à la veille de leur sommet de Toronto, à une surenchère sur un dossier porteur, mais peu coûteux : la dette des pays les plus pauvres. Les propositions de M. Mitterrand ont l'avantage de présenter une synthèse cohérente des idées agitées ces derniers mois tout en faisant un peu plus de place à la générosité que ses partenaires.

Voilà un bon moment que les banques commerciales - elles-mêmes engagées dans une laborieuse réflexion sur la dette des pays les plus développés du tiers-monde - ont abandonné le cadre rigide de l'étalement des paiements pour mettre en place avec les débiteurs un « menu » à la carte. Le chef de l'Etat français reprend cette approche avec les « trois options » présentées par l'Elysée le mercredi 8 juin et développées dans une lettre envoyée aux participants du sommet de Toronto.

Ces options devaient, pour retenir l'attention des partenaires de la France, être supportables en termes budgétaires et rester soumises à des conditions suffisamment claires pour que le moratoire ne soit pas contagieux. Une telle éventualité fait en effet toujours frémir le monde bancaire international et plus d'un gouvernement des pays riches. Le défi est, en principe, relevé. L'option la plus novatrice, celle que la France s'engage à appliquer, conjugue annulation partielle de dette et cadre précis de négociations.

En annulant le tiers des remboursements qui lui sont dus dans le cadre du Club de Paris - ce forum des créanciers publics - la France offre un soulagement immédiat à la trésorerie des pays les plus démunis, africains pour la plupart. En maintenant les discussions dans ce même Club, elle limite cette générosité aux pays pauvres, surendettés, et, surtout, à ceux qui se sont engagés dans un programme d'assainissement de leur économie avec la bénédiction du Fonds monétaire international. Les deux autres options sont plus classiques.

Paris propose d'allonger les délais de remboursement, ce que les Canadiens s'approprièrent à annoncer à Toronto, ou de réduire de moitié les taux d'intérêt dont sont assortis les paiements des débiteurs.

Sur ce dernier point, l'Elysée va bien au-delà de ce que le chancelier de l'Echiquier britannique avait proposé, il y a un an. Beau joueur, M. Lawson s'est félicité du plan français d'allègement de la dette des plus démunis. Reste désormais à concilier ces assauts de générosité.

Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, avait, lui aussi, tenté de tirer parti de ce dossier, sans engager pour autant les finances américaines. Quant aux Allemands, ils annonceront à Toronto de nouveaux plans d'allègement de dette.

Une escalade verbale dont les principaux intéressés, trop souvent échaudés par le passé, peuvent espérer, cette fois, bénéficier.

Pour alléger l'endettement du tiers-monde, M. Mitterrand propose, deux semaines avant le sommet des sept grands pays industrialisés, l'annulation d'un tiers de la dette des plus pauvres. La France appliquera cette mesure quelle que soit la réaction de ses partenaires.

Le tiers-monde ne sortira pas de la spirale du sous-développement si les pays du Nord ne l'aident pas à alléger un endettement qui dépasse 1 200 milliards de dollars. Différentes initiatives ont été prises, ces derniers mois, par les banques et les gouvernements. Tous comprennent qu'un règlement passe par une annulation d'une partie - au moins - de ces dettes, qui ne pourront jamais être intégralement remboursées.

M. Mitterrand a écrit, le 6 juin, aux six chefs d'Etat et de gouvernement pour leur proposer trois options d'apurement de la dette des pays les plus pauvres, notamment africains. La plus généreuse consiste à passer par profits et pertes un tiers de la dette rééchelonnée au sein du Club de Paris. Le président a indiqué que, même si sa proposition était repoussée à Toronto, la France l'appliquerait. De son côté, la RFA a fait savoir jeudi qu'elle était prête à annuler la dette de six pays sub-sahariens pour un total de 2,2 milliards de DM (7,5 milliards de francs).

(Lire page 27 l'article de FRANÇOISE CROUGNEAU.)

M. Barre « troublé » par les retraits réciproques URC-FN

Le PS exploite l'accord de Marseille le RPR et l'UDF en minimisent la portée

L'accord URC-FN dans les Bouches-du-Rhône domine la fin de la campagne des législatives. Tandis que les porte-parole de la majorité sortante s'efforcent d'en minimiser la portée, les dirigeants socialistes, avec le renfort de M. Mitterrand, tentent de l'exploiter pour mobiliser l'électorat de gauche. M. Barre a exprimé, le mercredi 8 juin, son « trouble ».

M. Barre est « troublé ». Il le cache si peu qu'il l'a répété trois fois au cours de la journée du mercredi 8 juin. Mais, en pleine campagne électorale, il ne veut pas en dire plus sur l'accord conclu entre M. Gaudin (UDF) et le Front national à Marseille.

Le « trouble » suffit d'ailleurs à exprimer l'essentiel de ce que

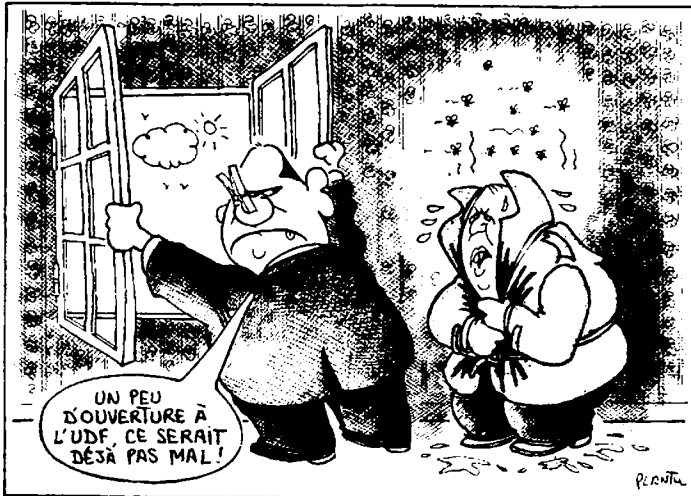
quelques rares représentants de l'ancienne majorité osent dire tout haut. Seuls M^{me} Simone Veil et M. Michel Noir, parmi les plus connus, ont expliqué leur déception et leur refus. La prise de position la plus nette vient d'un bretteur de deuxième rang, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF), ancien député de Paris et

MM. Rocard et Mauroy ont interpellé les « consciences » qui, à droite, s'étaient élevées contre toute alliance avec le Front national. Au conseil des ministres, M. François Mitterrand avait mis en garde contre la « coalition d'intérêts électoraux » entre l'URC et le FN et ironisé sur « l'opposition constructive » prônée par M. Valéry Giscard d'Estaing.

MM. Rocard et Mauroy ont interpellé les « consciences » qui, à droite, s'étaient élevées contre toute alliance avec le Front national. Au conseil des ministres, M. François Mitterrand avait mis en garde contre la « coalition d'intérêts électoraux » entre l'URC et le FN et ironisé sur « l'opposition constructive » prônée par M. Valéry Giscard d'Estaing.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 7.)



La maladie du président Duarte et les divisions des démocrates-chrétiens

L'extrême droite à la conquête du Salvador

Le départ du président Duarte, hospitalisé à Washington où il vient d'être opéré pour un cancer, n'a fait qu'aggraver craintes et incertitudes au Salvador. Cette situation renforce les chances du parti d'extrême droite, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA).

SALVADOR
de notre correspondant
en Amérique centrale

La maladie du président Duarte a mis une sourdine aux dissensions du Parti démocrate chrétien. Mais la formation de

M. Duarte n'est toujours pas remise du grave revers subi aux élections législatives du 20 mars dernier; l'ARENA détient la majorité absolue à l'Assemblée législative (31 sièges sur 60).

Les partisans du président sont incapables de s'entendre sur le choix du candidat en vue de l'élection du successeur de M. Duarte prévu, en principe, l'an prochain. Le parti est divisé en deux camps, qui sont à couteaux tirés : celui de M. Rey Prendez et celui de M. Chavez Mena, ministres jusqu'à tout récemment.

Cette situation explique la mine réjouie des dirigeants de l'extrême droite, qui affectent d'être « consternés par la tragédie

personnelle de Duarte, alors que le pays vit des moments particulièrement dramatiques ». Le remplacement provisoire de M. Duarte par le vice-président, M. Castillo Claramount, va faciliter les choses pour l'ARENA, car il n'a pas l'autorité nécessaire pour refaire l'unité du parti.

Un des trois quotidiens de la capitale, le *Diario de hoy*, très proche de l'ARENA, écrit que M. Castillo est connu pour son « incapacité manifeste ». Avis partagé par certains dirigeants de la Démocratie chrétienne, qui se gardent cependant de le clamer sur les toits.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 6.)

Offensive européenne des télévisions britanniques

Après l'Italie, la France, l'Allemagne fédérale et l'Espagne, la Grande-Bretagne déréglément son paysage audiovisuel. Le gouvernement de M^{me} Thatcher veut créer deux nouvelles chaînes, qui concurrenceront le « duopole » de la BBC et d'ITV.

Mais les deux géants de la presse écrite, MM. Rupert Murdoch et Robert Maxwell, ne pourront pas participer à l'aventure, la loi britannique interdisant les cumuls entre ces deux types de médias.

Pour prendre de vitesse les deux nouvelles chaînes hertziennes, MM. Murdoch et Maxwell se lancent sur le

satellite. Objectif : la Grande-Bretagne, mais aussi l'Europe. Dès novembre, le satellite luxembourgeois Astra emportera les quatre chaînes de Rupert Murdoch et peut-être les six programmes de Robert Maxwell.

Un an plus tard, Pearson (*Financial Times*) et Granada lanceront quatre autres programmes sur un nouveau satellite. Une offensive britannique devant laquelle le projet de satellite français TDF 1 fait piètre figure.

(Lire page 22 les articles de MICHEL COLONNA D'ISTRIA, DOMINIQUE DHOMBRES ET ALAIN WOODROW.)

Un sondage sur les Français et les livres

Deux non-lecteurs sur trois

Massif, brutal, c'est le résultat le plus spectaculaire du sondage mené par la SOFRES auprès des Français de plus de quinze ans pour *France-Loisirs* et *le Monde* : 65 % des personnes interrogées n'ont pas un livre en cours de lecture. Sur l'échantillon représentatif de 2 349 personnes interrogées à leur domicile au cours du mois de mai 1988, 825 seulement avaient un livre en cours de lecture. Une sur trois.

Ce résultat à chaud oblige à tempérer à la baisse l'optimisme relatif des études sur les Français et la lecture, qui leur demandent d'estimer combien ils lisent de livres par mois ou par an. Sauf à supposer d'improbables saisons propices à des lectures intensives ou un mois de mai 1988 si riche en événements politiques et en informations regardées ou lues qu'il aurait écarté de toute autre

lecture, il faut admettre que seuls 35 % des Français peuvent être considérés comme des lecteurs. Les autres, de temps à autre, lisent un livre.

Aucune surprise, en revanche, dans le constat que les lecteurs se recrutent en priorité parmi les jeunes, les cadres et les professions intermédiaires et les habitants des villes de plus de

100 000 habitants, en premier lieu ceux de la région parisienne.

Les enquêteurs ont répertorié les 825 titres en cours de lecture. La liste ainsi établie est trop éparpillée, trop diverse pour qu'un ou quelques livres émergent de manière significative.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 15.)

10^e PRIX FRANCE-CULTURE

Journal du regard
Onze romans d'œil

BERNARD NOËL

P.O.L.

Le Monde LIVRES

- Simone Weil, la suspecte ; le judaïsme libertaire ; l'implacable démonstration de Raul Hilberg.
- Nicolas Poussin, peintre tragique ; les philosophes vont au musée.
- La chronique de Nicole Zand : fils de Nobel.
- Le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech : Staro comment ?

Lire pages 13 à 20

Notes du mont Royal

www.notesdumontroyal.com

Une ou plusieurs pages sont omises
ici volontairement.

